

4 Économie

Packaging, conditionnement et commerce des produits agricoles

"Coopitech agro-business" veut valoriser les produits gabonais

Innocent M'BADOUMA
Libreville / Gabon

Les responsables de cette coopérative ont donné un point de presse samedi dernier, à Soduco, pour présenter les solutions qu'elle apporte au bénéfice des PME familiales, spécialisées dans la petite agro-industrie.

RÉCEMMENT reconnu par le ministère de l'Agriculture et ayant son siège au quartier Soduco, dans le 5e arrondissement de Libreville, la société coopérative de packaging, des intrants agricoles, des technologies agroalimentaires du Gabon (Coopitech agro-business) entend valoriser, dans les prochains jours, la chaîne de valeur qui pourrait découler de l'économie du manioc.

Selon Inès Boussougou, vice-présidente du comité de gestion de la Coopitech agro-business, en charge du design et du coaching du commercial et de ventes, « il existe au Gabon des artisans susceptibles de créer une vraie économie autour de la transformation du manioc et des produits du cru. Seulement, des contingences limitent encore le



Photo : D.R.

Mme Inès Boussougou, vice-présidente du comité de gestion de Coopitech Agro-Business, lors d'une conférence au Codepa (Abidjan)



Photo : D.R.

Design attractif de semoule de manioc : un modèle de solutions pour la valorisation des produits agricoles telle que voulue par la Coopitech.

développement de la chaîne de valeur de l'économie du manioc et des autres produits agricoles. Pourtant, on créerait beaucoup d'emplois et des entreprises familiales dynamiques autour de ces filières», a-t-elle indiqué, en se basant sur des expériences vécues au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et, récemment, au Cameroun.

Son expérience en qualité de consultante auprès des organismes internationaux tels que l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Coopération pour le développement de l'artisanat en Afrique (Codepa), lui a permis de déduire que le plant de manioc peut apporter beaucoup à une économie,

en terme de création de petites entreprises familiales, d'emplois et de valorisation nutritionnelle des aliments consommés dans les ménages.

Aussi, avec un groupe de jeunes Gabonais, la Coopitech agro-business s'agit-elle de voir le jour. Cette société coopérative, au capital de 5 millions de francs, va, dans l'immédiat, appuyer les producteurs nationaux dans les feuilles d'emballage de manioc séchées. « Les feuilles de manioc sont faiblement valorisées. Certes, on les trouve sous la forme surgelée, prêtes à l'emploi, mais la forme séchée est plus nutritive et plus facile à préparer », a commenté Mme Boussougou.

Mais c'est toute la chaîne de valeurs de ce plant qui va

être mise en valeur. « Par les solutions d'emballage que nous apportons dans quelques jours, nous allons encourager les productions dérivées du manioc à se vendre dans les rayons de magasins et des espaces adaptés », a-t-elle ajouté.

Globalement, Coopitech agro-business propose des solutions d'emballages et d'appareils pratiques aux produits locaux, qui leur donnent une autre allure marketing, plus commerciale. « Les membres de la coopérative comme moi, des anciens hauts cadres de l'administration des PME, très au fait des facteurs qui bloquent l'épanouissement des producteurs dans tous les domaines, comptons apporter notre modeste contribution à la valorisation économique des productions

nationales », a-t-elle dit.

Il y a un volet sécurité des consommateurs, dans notre approche. A titre d'exemple, un travail de sensibilisation auprès de productrices ouest-africaines de lait caillé et des boissons bissap a été fait pour que les contenants ne soient plus ceux ramassés dans la nature.

A retenir que la Coopitech travaille depuis trois mois, en étroite collaboration avec les fabricants d'emballages au Cameroun, au Maroc et en France, pour un transfert de technologies. « Notre souhait est que les solutions que nous apportons changent la perception que les Gabonais ont de nos produits traditionnels quand ils les trouveront dans un rayon de supermarché », a conclu Inès Boussougou.

Biodiversité

14 sites du patrimoine mondial en péril

FA.
Libreville/Gabon

C'est ce que révèle le rapport publié par le Fonds mondial pour la nature (WWF) mardi dernier. L'Organisation internationale pour les migrations invite donc les États à fournir plus d'efforts dans la protection des espèces.

LE Fonds mondial pour la nature (WWF) a publié, mardi dernier, un rapport intitulé "Pas à vendre", réalisé par le cabinet Dalberg global development advisors. Celui-ci met en exergue les activités destructrices qui mettent à la fois en péril les espèces vivant sur les sites du patrimoine mondial et les communautés locales auxquelles

elles servent de moyens de subsistance.

Ledit rapport souligne que le prélèvement illégal qui se poursuit dans les sites du Patrimoine mondial pourrait se solder par l'extinction pure et simple d'espèces. Et aussi, que ce type de prélèvement d'espèce dans les sites du Patrimoine mondial, qui compte d'importantes populations d'espèces vulnérables, comme les éléphants, les rhinocéros, les tigres et le bois de rose, a pour autre effet de porter un coup à des bénéfices sociaux, économiques et écologiques vitaux et, par conséquent, de mettre en danger la vie des riverains et des gardes forestiers.

Au total, 14 sites du patrimoine mondial sont en péril pour prélèvement illégal d'espèces du Commerce international des espèces de



Photo : MZM

Les éléphants font partie des espèces vulnérables dans les sites du patrimoine mondial.

faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), soit 45 % des sites naturels inscrits au Patrimoine mondial, soulignent les conclusions du rapport. L'étude attire également l'attention sur l'importance cruciale de la primauté du droit dans la conservation de la nature. « En effet, là où le

droit est bafoué, ces formes de commerce ne se contentent pas de mettre en péril les espèces sauvages et de nous dérober notre patrimoine naturel, mais érodent la sécurité, menacent les communautés locales dont les moyens de subsistance sont tributaires de la bonne santé des écosystèmes, et freinent le

développement et la réduction de la pauvreté », explique la directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Inger Andersen, dans ledit rapport.

« L'approche internationale actuellement appliquée à la prévention du prélèvement illégal d'espèces classées à la CITES sur les sites du Patrimoine mondial ne fonctionne pas, et les parties prenantes doivent redoubler d'efforts en s'attaquant aux différents acteurs du trafic d'espèces sauvages », indique le rapport. C'est dans ce cadre que le WWF appelle les États parties à la Convention du patrimoine mondial ainsi que les autres parties à la CITES, à une action collective mondiale.

Brèves

Taux d'intérêt sensibles au premier tour de la présidentielle française

Voilà qui confirme que l'économie bat aussi au rythme des événements politiques. Selon le Parisien, désormais la France emprunte sur les marchés pour rembourser sa dette à plus de 1% alors que ce taux était encore de 0,09% en septembre 2016. Concrètement plus ce taux est élevé moins les investisseurs ont confiance sur la solvabilité d'un pays. Actuellement, la Grèce emprunte à 7,6% pour ses obligations à 10 ans. A l'inverse, l'Allemagne emprunte à 0,3% ! De fait, l'écart entre les rendements des obligations françaises et allemandes, le Spread dans le jargon des financiers, atteint un plus haut historique depuis la fin 2012.

CAC 40 : l'élection présidentielle pèse sur les bourses

C'est notre confrère Challenges qui l'affirme. Le premier tour de l'élection présidentielle française va peser lourd, et peut-être, pour les deux mois qui viennent sur les fluctuations des valeurs mobilières. Déjà, quelques jours avant le premier tour d'hier, le montage de l'euro subissait quelques frissons, très affecté par l'élection de candidats de rupture comme Mme Le Pen, M. Hamon ou M. Mélenchon. L'hypothèse d'un président sans majorité, quel qu'il soit, a été un élément de la sensibilité des places boursières sur les valeurs françaises.

Présidentielle française : offre des opportunités du numérique et de l'économie du partage

L'Observatoire Cetelem est une cellule d'études et de veille économique, indique que les Français ont le moral haut pour ce qui est des intentions de consommation. Un exemple, concernant les achats envisagés sur le mois de novembre, excepté le poste « Voyages-Loisirs » (-4 pts par rapport au mois précédent - un rien surprenant avec les vacances de la Toussaint !), tous les autres postes sont en progression. L'effet Mondial de l'Automobile se fait ressentir notamment positivement avec une progression de +2 pts sur les intentions fermes d'acheter une voiture neuve : un sommet à 5 % jamais encore atteint depuis 8 mois !

Rassemblées par I. M'B.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 21/04/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0745	1USD =	610,477	1 USD	631,843	CAC 40	21/04/2017	5 077,91
		CAD	1,4494	1CAD =	452,571	1 CAD	476,449	DOW JONES	21/04/2017	20 578,71
		JPY	117,1600	1JPY =	5,599	100 JPY	582,209			
		GBP	0,8392	1GBP =	781,646	1 GBP	815,395			
		CHF	1,0701	1CHF =	612,987	100 CHF	64 167,62			
		ZAR	14,1282	1ZAR =	46,429	100 ZAR	4 828,04			
		MAD	10,7418	1MAD =	61,066	1 MAD	63,50			
		CNY	7,3965	1CNY =	88,685	1CNY	91,35			
		KES	110,7600	1KES =	5,922	1KES	6,10			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
21 Avril 2017: 53,04